

Les classes moyennes, boucs émissaires

En matière de mixité sociale, les classes moyennes sont au cœur des discours comme des dispositifs de politique publique. Mais, pour la sociologue Stéphanie Vermeersch, il est vain d'espérer qu'elles résolvent des problèmes relevant de la cohésion sociale

Deux types de discours sont généralement tenus à propos du rapport des classes moyennes à la mixité. Il leur est souvent reproché de contredire leurs discours par leurs pratiques. Adeptes du « mélange social » et de la « diversité », elles habiteraient certes dans des quartiers où elles côtoient des catégories populaires ou issues de l'immigration, mais elles auraient tendance à refuser la cohabitation avec ces dernières lorsqu'il s'agit de scolariser leurs enfants dans les mêmes écoles, par exemple. On leur reproche aussi de fuir les quartiers populaires pour se réfugier dans le périurbain, réputé plus « tranquille ». Ce discours s'appuie sur des publications académiques fréquemment reprises par les médias et les responsables politiques, évoquant la périurbanisation des classes moyennes qui redoutent la proximité avec les exclus des cités ou encore la volonté généralisée de rester entre soi.

Qu'en est-il réellement ? Lors des enquêtes scientifiques effectuées dans des quartiers populaires auprès de populations de classes moyennes, on constate effectivement, pour une partie d'entre elles, la récurrence de discours vantant le caractère « bigarré » ou « mélangé » de leur quartier. Ces discours ne relèvent pas de l'hypocrisie. La plupart de ces habitants ont été élevés dans de tels quartiers, ils en ont l'habitude et ne désirent pas vivre dans des quartiers plus homogènes socialement ou ethniquement. Certains chercheurs font l'hypothèse qu'ils ne peuvent s'offrir autre chose et se font donc une raison en prétendant être bien là où ils sont. Ils sauveraient la face, en quelque sorte. Ce n'est pas tout à fait juste, dans la mesure où ils pourraient la plupart du temps s'offrir d'autres localisations. En réalité, leur stabilité relève d'arbitrages révélateurs : entre vivre dans un quartier moins mixte mais moins bien desservi, et leur quartier bien relié au centre ville mais mixte, certains choisissent la seconde solution. D'autres préféreraient habiter plus loin du centre, mais dans des quartiers qui leur ressemblent davantage. Eux ne le font pas. Cette appétence est fondée sur leur trajectoire de vie, qui structure des valeurs dans lesquelles ils croient réellement ou sur l'idée qu'ils se font de leur rôle dans ces quartiers, dans la veine d'une forme de paternalisme ou de rôle local missionnaire. Mais force est

de constater que ce goût réel pour la mixité s'arrête souvent aux portes de l'école et le contournement de la carte scolaire est une réalité depuis un certain temps déjà. Néanmoins il s'agit moins de contradictions entre pratiques et discours que de comportements à géométrie variable selon les domaines de vie concernés (logement, école, pratiques de loisirs ou de commerce etc.) et qui tentent de coexister. Cette coexistence ne se fait pas toujours sereinement : on entend bien dans leurs discours cette difficulté à faire vivre ensemble les valeurs que l'on défend comme citoyen (vivre ensemble mélangé) et celles auxquelles on est attaché comme parent (faire au mieux pour l'épanouissement et l'avenir de son enfant). Réduire cette complexité à de l'hypocrisie ou à une simple contradiction est un peu rapide et réducteur.

Si l'on s'en tient au logement, les classes moyennes sont effectivement celles qui cohabitent le plus avec les catégories situées « en dessous » d'elles dans l'échelle sociale, celles qui sont les moins concentrées spatialement, avec les employés. Il existe certes des quartiers fermés, des « *gated communities* » sécurisées, mais ils sont rares, et les lieux de cohabitation restent nombreux dans les villes. Peu d'espaces sont réservés aux classes moyennes et la « fuite » vers le périurbain, si elle correspond effectivement à certaines trajectoires de classes moyennes inférieures destabilisées par la cohabitation avec de plus fragiles, n'est pas un mouvement qui écrase les autres. Les enquêtes quantitatives tendraient d'ailleurs à montrer qu'on les trouve plus souvent en banlieue.

Une cible privilégiée de l'action publique

Concernant les dispositifs de politique publique, les classes moyennes en sont effectivement une cible privilégiée, mais de façon indirecte à travers les politiques de la ville. Celles-ci entendent depuis des années « travailler » sur les quartiers populaires à partir d'eux-mêmes : il s'agit, par exemple au travers des opérations de rénovation urbaine, soit de permettre aux plus aisés de se maintenir sur place en leur offrant des logements de meilleure qualité, soit d'attirer, par de nouveaux « produits », des salariés qui jusqu'alors ne trouvaient pas d'offre leur correspondant dans ces zones. Ailleurs dans ce rapport, nous avons détaillé les vertus qu'on associe généralement à la mixité, en terme de cohésion sociale notamment. Les classes moyennes sont un élément clé de ce système de pensée, parce qu'elles diversifient le peuplement, parce qu'elle montrent en exemple des modes de vie censés être plus favorables à l'intégration, sociale ou professionnelle. Les effets paradoxaux de ces politiques ont été maintes fois soulignés : les plus pauvres restent ensemble dans les quartiers pauvres, les plus aisés s'en vont ou n'arrivent pas. C'est pourquoi le rôle des classes moyennes tel que le conçoit la politique de la ville est en partie un marché de dupes...

Auto-ségrégation des classes supérieures

Que conclure ? Qu'il serait temps d'une part de dépassionner le débat, d'autre part de porter ailleurs le regard. L'idéologie française de la mixité condamne des comportements qui sembleraient ailleurs tout à fait normaux. La mixité résidentielle n'est bonne qu'à l'aune d'un système qui la déclare souhaitable, et ses bienfaits – sur la cohésion, le « vivre ensemble » – n'ont pour l'instant pas été scientifiquement prouvés. Il est naïf d'espérer que les classes moyennes vont résoudre par leur comportement résidentiel des problèmes identifiés comme étant des problèmes de cohésion sociale.

Cela ne signifie pas qu'il faille bannir la mixité de l'appareil idéologique français, mais qu'il faut savoir ce que l'on en attend. Et, dans ce cadre, identifier les leviers et les mécanismes structurants et centraux. Or, à ce niveau, le bât blesse. Car cette ségrégation la plus intense des classes supérieures est un résultat qui devrait fortement attirer l'attention, d'autant qu'il est ancien, stable et systématique. Et pourtant, c'est un résultat systématiquement oublié. Aussi nombre d'analyses font-elles des classes moyennes les acteurs principaux, par leur « sécession », de l'isolement et de la relégation des classes populaires, mais ne disent strictement rien des classes supérieures (...) Pourtant cette auto-ségrégation des classes supérieures est celle qui, du point de vue des mécanismes

de production de la ville et de définition de l'accès aux localisations résidentielles pour les différents groupes sociaux, est de loin la plus structurante pour la hiérarchisation des inégalités urbaines.

En clair, les classes supérieures ont en fait cette « franchise » d'assumer spatialement leur mépris social : elles se renferment dans quelques quartiers et ne cherchent aucunement à croiser celles et ceux qu'elles jugent indésirables. Et de cela on ne leur tient, finalement, que peu rigueur...

STÉPHANIE VERMEERSCH
DIRECTRICE DE RECHERCHE AU CNRS,
CODIRECTRICE DE LAVUE, UMR, CNRS
7218 EQUIPES MOSAÏQUES,
UNIVERSITÉ PARIS OUEST NANTERRE LA DÉFENSE,
MEMBRE DU COMITE SCIENTIFIQUE DE L'OMIS